



Priscilla Jensel-Monge

Maître de conférences en droit public

Priscilla Jensel-Monge est maître de conférences à l'Université d'Aix-Marseille, directrice-adjointe du Groupe d'études et de recherches sur la justice constitutionnelle – Institut Louis Favoreu (UMR DICE 7318). Ses travaux scientifiques s'efforcent de mettre en évidence une identité scientifique, à travers l'intérêt particulier porté au droit constitutionnel qui touche aux institutions politiques et au droit parlementaire. Outre la thèse portant sur Les minorités parlementaires sous la Ve République, les principaux travaux réalisés traduisent la volonté de poursuivre la réflexion générale sur la démocratie représentative et son fonctionnement.

Coordonnées

Courriel

priscilla.monge@univ-amu.fr

Adresse professionnelle

FDSP
3, avenue Robert Schuman
Bâtiment Cassin
13628 Aix-en-Provence

Titres universitaires et distinctions honorifiques

2013

Doctorat de droit public
ED 67
Aix-Marseille Université

2014

Prix spécial du jury de thèse du Sénat

Domaines de recherches

Droit constitutionnel

Droit parlementaire

Institutions politiques

Démocratie représentative

Parlement

Langues

Français : langue maternelle

Anglais : B1

Espagnol : A2

Carrière et responsabilités académiques

- **Depuis septembre 2016**
Maître de conférences en droit public
- **Depuis janvier 2024**
Directrice-adjointe du Groupe d'études et de recherches sur la justice constitutionnelle - Institut Louis Favoreu (UMR DICE 7318)
- **Depuis 2020**
Responsable de la mention Droit EAD - Parcours Droit public et carrières publiques (Master 1)
- **Depuis septembre 2024**
Directrice du Parcours Droit public et carrières publiques Enseignement à distance (Master 2)
- **Depuis septembre 2024**
Co-Directrice du CU VIP (Vie institutionnelle et politique)
- **Depuis septembre 2024**
Co-Directrice du CU Formation professionnelle à la culture institutionnelle, civique et démocratique
- **Depuis septembre 2024**
Directrice adjointe de la Section Droit public

Autres responsabilités

- **2020-2024**
Membre suppléant CNU (section 02)
- **2024**
Directrice adjointe de la Revue d'étude et de culture parlementaires (RECP) 

Publications les plus significatives

Les minorités parlementaires sous la V^e République, Paris, Dalloz, Coll. Bibliothèque parlementaire et constitutionnelle, Paris, 2015.

Le droit parlementaire, avec Audrey DE MONTIS, Paris, Dalloz, Connaissance du droit, 2025.

Dictionnaire encyclopédique du Parlement, avec Damien CONNIL et Audrey DE MONTIS, Larcier, Coll. Études parlementaires, 2023.

L'antiparlementarisme, avec Ariane VIDAL-NAQUET, Larcier, Coll. Études parlementaires, 2023.

La démocratie connectée : ambitions, enjeux et réalité, avec Michaël BARDIN, Marthe FATIN- ROUGE STEFANINI et Caterina SEVERINO, *Confluence des droits*, n° 4, 2018.

Ouvrage

Les minorités parlementaires sous la V^e République, Dalloz, Coll. Bibliothèque parlementaire et constitutionnelle, Paris, 2015.

Ouvrage collectif

Le droit parlementaire, avec Audrey DE MONTIS, Dalloz, Coll. Connaissance du droit, Paris, 2025.

Direction d'ouvrages

Les non-inscrits : Quelle place dans un régime représentatif ?, avec Damien CONNIL et Audrey DE MONTIS, Larcier, Coll. Études parlementaires, à paraître (2025).

Les commissions d'enquête parlementaire, avec Audrey BACHERT-PERETTI, PUAM, à paraître (2025).

Dictionnaire encyclopédique du Parlement, avec Damien CONNIL et Audrey DE MONTIS, Larcier, Coll. Études parlementaires, 2023.

Les droits fondamentaux : Quels enjeux pour le Parlement ?, avec Audrey BACHERT-PERETTI, Mare & Martin, 2023.

L'antiparlementarisme, avec Ariane VIDAL-NAQUET, Larcier, Coll. Études parlementaires, 2023.

Du pouvoir exécutif au pouvoir gouvernant ? Réflexions sur la notion de pouvoir exécutif à partir de la V^e République, avec Ariane VIDAL-NAQUET, Mare & Martin, 2021.

¹ Les travaux sont présentés par catégorie, puis au sein de chaque catégorie, par ordre chronologique du plus récent au plus ancien.

La démocratie connectée : ambitions, enjeux et réalité, avec Michaël BARDIN, Marthe FATIN- ROUGE STEFANINI et Caterina SEVERINO, *Confluence des droits*, n° 4, 2018.

Publications dans des revues à comité de lecture

« **Les commissions d'enquête : des juges parlementaires ?** », en collaboration avec Audrey DE MONTIS, *Questions constitutionnelles*, 24 juin 2024, mis en ligne le 24 juin 2024. URL : <https://questions-constitutionnelles.fr/les-commissions-denquete-des-juges-parlementaires/>

« **La lutte contre la crise sanitaire provoquée par le Covid-19 : un repositionnement stratégique du Parlement au sein des institutions** », en collaboration avec Audrey DE MONTIS, *Confluence des droits* [En ligne], 07 | 2020, mis en ligne le 24 juillet 2020. URL : <https://confluencedesdroits-larevue.com/?p=1275>

« **Le polymorphisme de la réforme constitutionnelle** », *RGD*, 2019.

« **Les groupes d'opposition et les groupes minoritaires de l'article 51-1 de la Constitution et la « conception moderne » de la séparation des pouvoirs** », *RFDC*, 2018, n° 116, p. 803-819.

« **Le Sénat et le renouveau de l'article 41 de la Constitution** », en collaboration avec Audrey DE MONTIS, *RFDC*, 2017, n° 112, p. 861-880.

« **La campagne présidentielle sur Internet : une illusion démocratique** », *LPA*, n° 79, 20 avril 2017, p. 13-16.

« **Les groupes minoritaires de l'article 51-1 de la Constitution : de l'artifice juridique à la réalité politique d'un contre-pouvoir** », *RFDC*, 2015, n° 103, p. 615-632.

« **La crise d'identité de l'État espagnol. À propos de la réforme du Sénat** », *Revue de la recherche juridique – Droit prospectif*, 2009-4, p. 1951-1965.

Articles dans des ouvrages collectifs et autres supports de publication

« **The Role of Parliaments in Times of Crisis** », Aix-en-Provence, *Civis Letter*, n° 2, 2024, p. 34-41 [<https://online.fliphtml5.com/tfryz/xzbv/#p=1>].

« **Quel rôle désormais pour Emmanuel Macron ? À l'hyperprésidence ne succèdera pas l'hypoprésidence** », *Le Club des juristes*, 18 septembre 2024.

« **La menace de la motion de censure : la France devient-elle ingouvernable ?** », *Le Club des juristes*, 23 juillet 2024.

« **Le parlementarisme rationalisé à l'épreuve de la multiplication des groupes parlementaires** », *Journal de la Chaire Eugène Pierre*, 4 juillet 2024.

« **Les révisions informelles** », Rapport de synthèse, 9^e Forincip, *Le réformisme constitutionnel*, Université de Lille, 2024).

« **Député** », in Jean-François KERLÉO, Elina LEMAIRE, *Dictionnaire de l'éthique publique et des affaires*, (à paraître, 2025).

« **L'inexistence d'un droit administratif parlementaire. Le point de vue du constitutionnaliste au regard de la théorie des actes parlementaires** » in Jean-Philippe FERREIRA, Pauline GERVIER, Anna Maria LECIS COCCO ORTU, Anna NEYRAT, Sylvain NIQUÈGE, *L'existence d'un droit administratif parlementaire : Regards croisés*, Actes de la Journée d'études décentralisée – AFDC, Bordeaux, 25 novembre 2022, (à paraître 2025).

« **Du parlementarisme absolu au parlementarisme rationalisé. Réflexions sur l'évolution du droit parlementaire à la lumière du régime politique** », *Mélanges en l'honneur du Professeur Richard Ghevontian*, Aix-en-Provence, PUAM, 2024, p. 461-466.

« **France (Part I : The Head of State)** », in Marcel MORABITO, Guillaume TUSSEAU, *Comparative executive power in Europe, Perspectives on accountability from law, history and political science*, London, Routledge, 2023, p. 23-40.

« **La représentation parlementaire des Français établis hors de France : du paradoxe à la contradiction** », *Mélanges en l'honneur du Professeur André Roux - Constitutions, peuples et territoires*, Paris, Dalloz, 2022, p. 255-264.

« **Assemblées citoyennes et assemblées représentatives : complémentarité ou concurrence ?** », en collaboration avec Ariane Vidal-Naquet, in Marthe FATIN-ROUGE STEFANINI, Xavier MAGNON, *Les assemblées citoyennes : nouvelle utopie démocratique ?*, Confluence des droits, n° 17, 2022, p. 81-102.

« **La vérification de la situation fiscale des membres du Gouvernement** », in Matthieu CARON, Jean-François KERLÉO, *La déontologie gouvernementale*, Paris, LGDJ, Coll. Colloques et essais, 2022, p. 83-97.

« **Les procédures spéciales. Commentaires des chapitres du Règlement de l'Assemblée nationale** », in Jean-François KERLÉO, *Règlement de l'Assemblée nationale commenté*, Paris, Dalloz, 2022, p. 212-258.

« **Plaidoyer pour une démocratie représentative rénovée** », in Mathilde HEITZMAN-PATIN, Julien PADOVANI, *La participation du citoyen à la confection de la loi*, Mare & Martin, 2021, p. 137-156.

« **Le Parlement français et la lutte, contre le terrorisme : une atténuation du déséquilibre institutionnel de la V^e République** », en collaboration avec Audrey DE MONTIS, in Oesten BALLER, *Violent Conflicts, Crisis, State of Emergency, Peacebuilding*, Berlin, Berliner Wissenschafts-Verlag, 2019, p. 107-129.

« **Institutions politiques et inapplication de la Constitution sous la V^e République** », en collaboration avec Audrey DE MONTIS, in Romain LEBOEUF, Olivier LE Bot, *L'inapplication du droit*, Confluence des droits, n° 12, 2020, p. 19-33.

« **Le Sénat de la V^e République : le paradoxe permanent** », in *Un haut fonctionnaire au service du Parlement. Mélanges en l'honneur de Jean-Louis Héryn*, Paris, Mare & Martin, 2020, p. 135-157.

« **Le contrôle parlementaire dans les traités d'Eugène Pierre. Permanence et limites du principe de responsabilité politique** », in Richard GHEVONTIAN, *Eugène Pierre, précurseur du droit parlementaire contemporain*, Bruxelles, Bruylant, 2019, p. 183-197.

« **The Sénat français : A Permanent Paradox** », in Richard ALBERT, Antonia BARAGGIA et Cristina FASONE, *Constitutional Reform of National Legislatures – Bicameralism under Pressure*, Cheltenham UK, Nothampton, MA, USA, Edward Elgar, 2019, p. 194-211.

« **L'utilisation des réseaux sociaux par les parlementaires : un instrument de revitalisation de la démocratie représentative ?** », in Michaël BARDIN, Marthe FATIN-ROUGE STEFANINI, Priscilla JENSEL-MONGE, Caterina SEVERINO, *La démocratie connectée : ambitions, enjeux et réalité*, Confluence des droits, 2018, n° 4.

« **Le principe de proportionnalité dans la jurisprudence du Conseil constitutionnel** », en collaboration avec Régis FRAISSE, in Jean-Philippe AGRESTI, *Le juge judiciaire face au contrôle de proportionnalité*, Aix-en-Provence, PUAM, p. 27-40.

« **L'identité nationale par-delà les frontières : l'exemple de la Hongrie** », in Marthe FATIN-ROUGE STEFANINI, Rostane MEHDI, *La frontière revisitée : un concept à l'épreuve de la globalisation*, Paris, Institut Universitaire Varenne, Collection Colloques et Essais, 2016, p. 217-236.

« **Pièces d'identité et droits fondamentaux** », in *Identités*, Actes de la journée de l'École doctorale n° 67, 6 juin 2008, Aix-en-Provence, PUAM, 2010, p. 209-221.

Commentaires et notes de jurisprudence

« **Incompétence du Conseil constitutionnel et du Conseil d'État dans l'élection à la présidence de l'Assemblée nationale et la désignation des membres du bureau. Commentaire de décisions n° 2024-58/59 ELEC du 31 juillet 2024, n° 2024-60 ELEC du 12 septembre 2024 et CE 18 octobre 2024, nos 496622 et 496623** », en collaboration avec Audrey DE MONTIS, *RFDC*, 2025, n° 142, p. 531-542.

« **Conseil constitutionnel et droit parlementaire de crise. Commentaire de la décision n° 2021- 814 DC du 1^{er} avril 2021 (Résolution modifiant le règlement de l'Assemblée nationale en ce qui concerne l'organisation des travaux parlementaires en période de crise)** », en collaboration avec Audrey DE MONTIS, *RFDC*, 2021, n° 128, p. 135-141.

« **Examen d'office d'une disposition du règlement du Sénat non modifiée. À propos de la décision n° 2015-712 DC du 11 juin 2015 (Résolution réformant les méthodes de travail du Sénat dans le respect du pluralisme, du droit d'amendement et de la spécificité sénatoriale, pour un Sénat plus présent, plus moderne et plus efficace)** », *RFDC*, 2016, n° 107, p. 653-663.

« **Le Conseil constitutionnel, garant du déséquilibre des pouvoirs. À propos de la décision du Conseil constitutionnel n° 2014-705 DC du 11 décembre 2014 (Résolution modifiant le règlement de l'Assemblée nationale)** », *RFDC*, 2015, n° 103, p. 692-700.

« **Décision n° 2008-569 DC du 7 août 2008, Loi instituant un droit d'accueil pour les élèves des écoles maternelles et élémentaires pendant le temps scolaire** », *RFDC*, 2009, n° 77, p. 206-210.

Communications dans des colloques et des journées d'études

« **The Lessons of the Crisis on the Functions of a Parliament** », *Student Week Les institutions face à la crise : De la résistance à la résilience*, Projet Université européenne CIVIS, Athènes, 1^{er} juillet 2024.

« **Le droit parlementaire : un exotisme ?** », Séminaire de méthodologie de la recherche autour de la « recherche exotique » organisé par Alexis BLOUËT et Zérah BRÉMOND, Aix-en-Provence, 21 juin 2024.

« **Table ronde - L'ouverture du Parlement français** », Projet IRN, *e-Délib. Démocratie et libertés à l'ère numérique : vers la e-démocratie de droit*, Rome, 14 juin 2024.

« **La révision informelle** », Rapport de synthèse, 9^e Forincip, *Le réformisme constitutionnel*, Université de Lille, 16-18 juin 2023.

« **The role of Parliaments in Times of Crisis** », *Student Week Les institutions face à la crise : De la résistance à la résilience*, Projet Université européenne CIVIS, Bruxelles, 4 juillet 2023.

« **L'inexistence d'un droit administratif parlementaire. Le point de vue du constitutionnaliste au regard de la théorie des actes parlementaires** », Journée d'études décentralisée – AFDC, Bordeaux, 25 novembre 2022.

« **Crisis Under Control** », *Student Week Les institutions face à la crise : De la résistance à la résilience*, Projet Université européenne CIVIS, Aix-en-Provence, 6 juillet 2022.

« **L'antiparlementarisme : contre le Parlement ? contre le régime parlementaire ? contre la représentation - Propos introductifs** », avec Ariane VIDAL-NAQUET, Colloque *L'antiparlementarisme*, Aix-en-Provence, 27 et 28 mai 2021.

« **Assemblées citoyennes et assemblées représentatives : complémentarité ou concurrence ?** », avec Ariane VIDAL-NAQUET, Colloque *Les assemblées citoyennes : nouvelle utopie démocratique ?*, Aix-en-Provence, 4 décembre 2020.

« **Table ronde – Le rapport revisité du citoyen à la confection de la loi : vers une démocratie délibérative** », Colloque *La participation du citoyen à la confection de la loi*, Le Mans, 9 octobre 2020.

« **L'attachement du Sénat au pluralisme politique : l'exemple des groupes parlementaires** », Colloque *Le Sénat de la V^e République, 60 ans d'histoire*, Paris, Sénat, 8 octobre 2018.

« **Contenu et enjeux du projet de réforme constitutionnelle pour une démocratie plus représentative, plus responsable et plus efficace** », Colloque du Parcours d'excellence de la Faculté de droit de Rennes, 6 octobre 2018.

« **Le Parlement français et la lutte contre le terrorisme : une atténuation du déséquilibre institutionnel de la V^e République** », en collaboration avec Audrey DE MONTIS, *Conflicts violents, consolidation de la paix et droit constitutionnel*, Communication orale présentée lors du X^e Congrès de l'Association internationale de droit constitutionnel, Séoul, 18-22 juin 2018.

« **L'Assemblée représentative populaire de Tunisie** », Journées d'études des 18 avril et 29 mai, Aix-en-Provence, Sienna.

« **Les groupes d'opposition et les groupes minoritaires** », Colloque *Les 10 ans de la révision constitutionnelle de 2008*, Rennes I, 15 et 16 mars 2018.

« **Institutions politiques et inapplication de la Constitution sous la V^e République** », en collaboration avec Audrey DE MONTIS, *L'inapplication en droit*, X^e Journée d'études de l'UMR DICE 7318, Aix-en-Provence, 13 octobre 2017.

« **Propos introductifs** », VI^e journée de la Jeune recherche constitutionnelle, *Quel enseignement pour le droit constitutionnel ?*, Aix-en-Provence, 6 octobre 2017.

« **Les acteurs et les outils de la réforme constitutionnelle** », *La réforme*, Colloque organisé par l'École normale supérieure de Rennes, Rennes, 15 septembre 2017.

« **Le principe de proportionnalité dans la jurisprudence du Conseil constitutionnel** », en collaboration avec Régis FRAISSE, *Colloque Le juge judiciaire face au contrôle de proportionnalité*, Aix-en-Provence, 19 mai 2017.

« **Quels droits pour quel environnement ? Les leçons du droit constitutionnel comparé** », « La justiciabilité des droits de l'environnement », en collaboration avec Xavier MAGNON, Ariane VIDAL-NAQUET, Marthe FATIN-ROUGE STEFANINI et *alii*, Journée d'études, *Vers un pacte mondial de l'environnement ?*, Aix-en-Provence, 19 mai 2017.

« **Le contrôle parlementaire** », *Colloque Eugène Pierre*, Aix-en-Provence, 18 novembre 2016.

« **Les parlementaires et les réseaux sociaux** », *La démocratie connectée : enjeux, ambitions, réalité*, Journée décentralisée de l'AFDC, Toulon, 10 novembre 2016.

« **Les groupes minoritaires** », *Séminaire GEVIPAR*, Sénat, Paris, 3 mai 2016.

« **The Sénat français : An Institutional "Anomaly" ?** », *Global Symposium in Memory of Gabriella Angiulli – Bicameralism under pressure : Constitutional reform of national legislatures*, Rome, 2-3 mai 2016.

« **L'identité nationale par-delà les frontières : l'exemple de la Hongrie** », Communication orale présentée lors de la VII^e journée de l'UMR 7318 (DICE), *La frontière revisitée : un concept à l'épreuve de la globalisation*, Aix-en-Provence, 21 novembre 2014.

« **Les groupes minoritaires de l'article 51-1 de la Constitution : entre pouvoir et contre-pouvoir** », IX^e Congrès français de droit constitutionnel, Lyon, 26, 27 et 28 juin 2014.

« **Le Sénat espagnol et la représentation territoriale** », VII^e Congrès français de droit constitutionnel, Paris, 25, 26 et 27 septembre 2008.

Responsabilités scientifiques (hors publications)

Membre du comité scientifique de la XIII^e Journée de la Jeune recherche constitutionnelle, Sénat, 28 mars 2025.

Rencontres Université-Parlement :

- 1^{res} Rencontres Université-Parlement, Co-organisatrice avec Damien CONNIL et Audrey DE MONTIS, Sénat, 27 janvier 2023.
- 2^e Rencontres Université-Parlement, Co-organisatrice avec Damien CONNIL et Audrey DE MONTIS, Assemblée nationale, 12 janvier 2024.
- 3^e rencontres Université-Parlement, Co-organisatrice avec Damien CONNIL et Audrey DE MONTIS, Sénat, 20 septembre 2024.
- 4^e rencontres Université-Parlement, Co-organisatrice avec Damien CONNIL et Audrey DE MONTIS, Assemblée nationale, 17 janvier 2025.

École thématique. **ID-PARL**, « **Intelligence artificielle, démocratie numérique et Parlement** », Co-organisatrice avec Damien CONNIL et Audrey DE MONTIS, Biarritz, mai 2025.

Webinaire. **Les déjeuners du droit parlementaire**, Co-organisatrice avec Damien CONNIL et Audrey DE MONTIS, Webinaire d'actualité et de méthodologie autour du droit parlementaire.

Journée d'études, *Les non-inscrits : quelle place dans un régime représentatif ?*, Co-organisatrice avec Damien CONNIL et Audrey DE MONTIS, Sénat, 17 novembre 2023.

Student Week. *Les institutions face à la crise : De la résistance à la résilience*, Projet Université européenne CIVIS, Co-porteur avec Ariane VIDAL-NAQUET, 4-8 juillet 2022.

Colloque. *L'antiparlementarisme*, avec Ariane VIDAL-NAQUET, Colloque, Aix-en-Provence, 27 & 28 mai 2021.

Table ronde internationale. *Constitution et numérique*, XXXVII^e Table ronde internationale de l'Institut Louis Favoreu

Masterclass. *Populisme et démocratie*, avec Laurence GAY, Marthe FATIN-ROUGE STEFANINI et Ariane VIDAL-NAQUET, Masterclass de la 2^e Université d'été de l'Institut Louis Favoreu, 3-6 septembre 2018.

Journée d'études. *Du pouvoir exécutif au pouvoir gouvernant ? Réflexions sur la notion de pouvoir exécutif à partir de la Ve République*, avec Ariane VIDAL-NAQUET, Journée d'études organisée à l'occasion du 60^e anniversaire de la Constitution, Aix-en-Provence, 4 octobre 2018.

Journée d'études. *La démocratie connectée : ambitions, enjeux et réalité*, avec Michaël BARDIN, Marthe FATIN-ROUGE STEFANINI et Caterina SEVERINO, Journée d'études décentralisée de l'AFDC 2016, Toulon, 10 novembre 2016.

Responsabilités éditoriales

Création de la *Revue d'étude et de culture parlementaires (RECP)* avec Damien CONNIL et Audrey DE MONTIS.

Membre du Comité scientifique de la revue *CIVIS LETTER*, depuis juillet 2022.

Membre du Comité de direction de la **collection de l'Institut Louis Favoreu**, PUAM, depuis janvier 2024.

Membre du Comité scientifique de la revue *Les Cahiers Portalis* (référéncée sur Cairn), depuis novembre 2020.

Participation à des projets collectifs de recherches

2024-2028 : Membre du projet AMIDEX *R2D2 Reforming and Refounding Decision-Making in a Democracy*

2024-2028 : Membre du projet IRN *DEFIDEM Les défis d'une participation accrue des citoyens au fonctionnement des institutions : entre développement d'une culture participative et démocratisation des démocraties*

2022-2024 : Co-porteur Projet CIVIS (Université européenne) *RESIST From Resistance to Resilience – Governing in Times of Crisis*

2022-2024 : Co-rapporteur France du projet *REGALIEN La responsabilité des exécutifs* (sous la direction du Pr Marcel Morabito), avec Chloë GEYNET-DUSSAUZE

Membre du Projet PHC Balaton 2021 *La participation des citoyens aux projets politiques en France et en Hongrie : entre renouveau démocratique et enjeux constitutionnels - PARCIPROPO*, porté en partenariat par Marthe FATIN-ROUGE STEFANINI, directrice de l'UMR DICE 7318 de l'Université d'Aix-Marseille et Peter KRUSZLICZ, Université de Szeged.

2021-2025 : Membre du Projet IRN (International Research Network) *e-Délib. Démocratie et libertés à l'ère numérique : vers la e-démocratie de droit* porté en partenariat par Ariane VIDAL-NAQUET, de l'UMR DICE de l'Université Aix-Marseille et Jean-Philippe DEROSIER, du CRDP de l'Université de Lille.

2018-2020 : Membre du projet financé par le Conseil constitutionnel *Parlement et QPC : Recherche pluridisciplinaire sur de nouvelles interactions institutionnelles*, sous la responsabilité scientifique de Sophie DE CACQUERAY et de Sophie HUTIER.

Diffusion et vulgarisation de la recherche

Octobre 2024 : Code'Cast -Parlons droit, « La vie politique après les élections législatives de 2024 » ; « Présentation du Dictionnaire encyclopédique du Parlement ».

2017 : Cours en ligne du Sénat, « Les irrecevabilités des articles 41 et 45 de la Constitution », en collaboration avec Audrey DE MONTIS, Le Sénat pour tous, Les cours en ligne du Sénat.

17 janvier 2019 : Invitée de La Chaîne parlementaire – Public Sénat, le 17 janvier 2019, à l'occasion des vœux présentés à la presse par le Président Gérard LARCHER. Thème : *Grand débat national et avenir du Sénat*.

Février 2019 : Correctrice de l'épreuve de Science politique et droit constitutionnel du **concours externe d'administrateur de l'Assemblée nationale**.

14 mai 2024 : Audition par la Commission des lois de l'Assemblée nationale sur la *proposition de loi constitutionnelle tendant à la création d'une commission permanente aux collectivités territoriales et aux outre-mer* (n° 2471)

10 juin 2024 : Interview La Provence, Législatives 2024. Explications sur la dissolution.

11 juillet 2024 : Interview L'Express, Législatives 2024

Autres activités

- *En cours*

Depuis septembre 2024, membre des *Amis de la Chaire d'études parlementaires* de l'Université de Lille.

Depuis juillet 2023, membres fondateurs et trésorier de l'**Association RE-PARL** (Réseau de recherches et d'études en droit parlementaire).

Janvier-October 2023 : Membre du **GRECI**, Groupe de recherches sur l'évolution de la Constitution et des institutions.

Depuis juin 2019 : Membre du Comité scientifique du **FORINCIP** (Forum International Comparé des Institutions Politiques).

- *Achevées*

Mars 2020-Mars 2022 : Référente scientifique de l'**Institut SOMUM** (MMSH) – Axe Mutations, transitions, déstabilisations, crises.

2019 : **80 ans du CNRS**, Projet labellisé par le CNRS : Référent-scientifique dans le cadre du projet de la réalisation d'un film documentaire à destination des jeunes et du grand public.

2018 : Projet de recherches Galilée sur la Constitution tunisienne. Thème : l'Assemblée des représentants du peuple.

2009 : Indexation des décisions du Conseil constitutionnel (1959-2009) en collaboration avec le Conseil constitutionnel (partie « Parlement » en collaboration avec Éric OLIVA).

2009 : Correction de copies du concours de rédacteur en chef (catégorie A).

2007-2009 : Index, sommaire et relecture de la Revue française de droit constitutionnel. Index annuels de l'Annuaire international de justice constitutionnelle (vol. XXII, 2007 ; vol. XXIII, 2008 et vol. XIV, 2009).

2008 : Compte rendu des discussions et débats de la Table ronde internationale des 14 et 15 septembre 2007 portant sur la liberté d'expression, AIJC, vol. XXIII, 2008 (en collaboration avec Idris FASSASSI).

ENSEIGNEMENT, PÉDAGOGIE ET ENCADREMENT¹

Directrice adjointe de l'ILF-GERJC, chargée de la communication et de la valorisation de la recherche et du suivi et des relations avec les doctorants.

Responsabilités pédagogiques

Responsable **Mention Droit – EAD** (Master 1)

Co-Directrice du **Parcours Droit public et carrières publiques** (Master 2)

Co-directrice du **CU Vie institutionnelle et politique (VIP)**

Co-directrice du **CU Formation professionnelle à la culture institutionnelle, civique et démocratique**

Encadrement étudiant (hors doctorat)

Encadrement de rapports de recherches dans le cadre du cours de M2 Pratique des droits fondamentaux

Encadrement de mémoires de M2

Encadrement de rapports de recherches de M1

Encadrement de rapports de recherches de l'Institut Portalis

Accueil de stagiaires

Encadrement de la Clinique juridique des droits fondamentaux

Encadrement doctoral

Comités de suivi de thèse : Nicolas Galliffet, Marine Méthivier, Mathias Revon, Bastien Garcia, Shirin Arab, Arnaud Morando, Servane Le Dû, etc.

Co-directions de thèses avec Ariane VIDAL-NAQUET :

- Mme ROBLES Julienne, *Le droit administratif parlementaire. Contribution à la réflexion sur la notion d'autonomie parlementaire*, ED 67, Aix-Marseille Université (doctorante contractuelle).
- Mme OUERGHI Narjès, *Les nouveaux conseillers du Parlement*, ED 67, Aix-Marseille Université.
- M. LESIGNE Louis, *L'enquête parlementaire*, ED 67, Aix-Marseille Université.

28 janvier 2019 : Membre examinateur du jury de thèse soutenue publiquement à Aix-en-Provence, le 28 janvier 2019, par M. José DOS SANTOS CARVALHO FILHO, *De la théorie à la pratique de l'activisme judiciaire : la technique de l'interprétation conforme à la Constitution en contrôle a posteriori (Étude comparée Brésil-France)*.

23 avril 2024 : Membre examinateur du jury de thèse soutenue publiquement à Messine, le 23 avril 2024, par Mme Erika LA FAUCI, *L'accesso degli organi parlamentari alla giustizia costituzionale e la garanzia della dialettica interna delle camere*.

¹ Un tableau détaille les enseignements dans les pages qui suivent.

LISTE DES DIRECTION ET CODIRECTION DE MÉMOIRES (M1 ET M2)

Année	Niveau d'études	Étudiant	Sujet
2020/2021	Diplôme des Sciences juridiques et morales FDSP – Institut Portalis Aix-en-Provence	MARINI Pierre-Jean	Commissions d'enquête parlementaires et séparation des pouvoirs. Considérations sur le cumul des enquêtes parlementaires et judiciaires
	Master 1		
2020/2021	M1	AMROUCHE Camille	Le rôle du Parlement français pendant la crise sanitaire
2020/2021	M1	AUBINEAU Damien	Les libertés fondamentales à l'épreuve des crises : le cas français des états d'urgence terroriste et sanitaire
2020/2021	M1	BOGIEL Marta	Les groupes d'intérêt et la confection de la loi
2020/2021	M1	BOURG Titouan	Les droits et libertés fondamentaux comme justification moderne du nouvel ordre constitutionnel français
2020/2021	M1	BARKAOUI Hocine	L'impact de la crise sanitaire sur la fonction publique d'état
2020/2021	M1	O'NEILL Raian	La nature du régime politique de la V ^e République - Réflexions sur le renforcement du pouvoir exécutif
2020/2021	M1	COCA Ionela	Le statut des juges constitutionnels Approche comparée France - Roumanie
2020/2021	M1	LEFEVRE Marie	L'accès à la culture, un droit fondamental ? La culture dans la tourmente de la crise sanitaire de 2020/2021
2020/2021	M1	DABANIAN Fabienne	Le cinéma et la liberté d'expression en France 2000 - 2020
2021/2022	M1	THIEBAUD Ulric	Responsabilité(s) du pouvoir exécutif et état d'urgence sanitaire
2021/2022	M1	ANTON Christelle	Les enjeux constitutionnels de la décentralisation : la survivance de la tutelle étatique
2022/2023	M1	SALVAN Geoffrey	Étude comparative de la liberté d'aller et venir – France/Chine
2022/2023	M1	PEGON Élisabeth	La protection de la liberté d'expression des femmes de violences gynécologiques et leur prise en charge, en droit comparé (droit mauritanien/droit français)
2023/2024	M1	KRIEF David	La sécurité en ville
2024/2025	M1	UTERANO Clémence	Les enjeux de la constitutionnalisation des droits et libertés – Les exemples récents de l'IVG et de l'interdiction de la peine de mort
2024/2025	M1	GAY Florian	L'usage du droit de dissolution sous la V ^e République
	Master 2		
2020/2021	M2	DJAOUAB Sarah	Droits fondamentaux et numérique, vers une nouvelle génération de droits

2020/2021	M2	PONTAL Mathilde	Responsabilité et Internet
2021/2022	M2	PROVENZANO Marine	La liberté de manifester face aux technologies numériques de surveillance
2022/2023	M2	CAZALERE-GUITI Greg	Smart cities, e-democratie, droits et libertés fondamentales
2022/2023	M2	ROBLES Julienne	Le Parlement et le juge administratif
2024/2025	M2	SAFA BAH AMAR Anissa	Le droit de dissolution. Étude comparée France-Royaume-Uni
2024/2025	M2	DORD Luc	Recherches sur le concept de majorité parlementaire – L'exemple de la V ^e République
2024/2025	M2	LATRECHE Adrien	Le suivi de l'application de la loi

TABLEAU DÉTAILLÉ DES ENSEIGNEMENTS

Année	Diplôme	Intitulé du cours Semestre	Nature	TD	Type de formation	Effectifs	Volume horaire annuel ¹	Lieu
LICENCE								
2024-2025	Licence Droit	Grands thèmes de droit constitutionnel, S1	CM	Non	FI (LO)	100	12h	AMU
2024-2025	Licence Pass	Institutions et vie politique sous la V ^e République	CM	Non	FI	30	12h	AMU (à distance)
2018-2023	Licence Droit	Droit constitutionnel Institutions et vie politique sous la V ^e République (S1)	CM	Oui	FI	200	30h	AMU
2016-2023	Licence Droit	Droit constitutionnel (S1 & S2) ²	CM	Oui	FC	20	60h	AMU
2020-2025	Licence Droit	Droit constitutionnel Institutions et vie politique sous la V ^e République (S1) ³	CM	Oui	EAD	30	30h	AMU
2015-2021	Licence AES	Droit constitutionnel, (S2)	CM	Oui	FI	200	30h	UAPV
2019-2020	Licence Droit	Société et vie politique (S1)	CM	Non	FI	600	24h	AMU
2019-2020	Licence Droit	Société et vie politique (S1)	CM	Non	FI	100	28h	CUFR Mayotte
2023-2025	Licence Droit	Introduction à la science politique (S1)	CM	Non	FI	120	24h	CUFR Mayotte

¹ Le volume horaire est ici indiqué en heures CM et non en HETD.

² Semestre 2 jusqu'en 2020.

³ Passage au semestre 2 à partir de la rentrée 2024

2024-2025	Licence Droit et science politique	Le fonctionnement de l'Assemblée nationale en contexte de majorité relative	Conférence d'actualité	Non	FI	100	2h	AMU
2021-2024	Licence Droit	Droit constitutionnel, Ordre constitutionnel et production des normes (S3)	CM	Non	FI	400	24h	AMU
2022-2025	Licence Droit	Protection des droits et libertés fondamentaux (S4)	CM	Oui	FI	400	30h	AMU
2015-2024	Licence Droit	Grands problèmes politiques et sociaux contemporains	CM	Non	FI	400	24h	AMU
2018-2023	Licence Droit	Contentieux constitutionnel	CM	Oui	FI	30	30h	AMU
2021-2025	Licence Droit	Contentieux constitutionnel	CM	Oui	FC EAD	30	30h	AMU
2017-2019	Licence Droit	Présentation des métiers du droit	CM	Non	FI	20	18h	CUFR Mayotte
MASTER								
2023-2025	M1 Droit public	Droit constitutionnel comparé	CM	Non	FI	70	24h	AMU
2020-2021	M1 Études Législatives et parlementaires	Fédéralisme et Parlements	CM	Non	FI	15	8h	AMU
2023-2024	M1 Études Législatives et parlementaires	Théorie et fondements de la démocratie représentative	CM	Non	FI	10	18h	AMU
2024-2025	M1 Études Législatives et parlementaires	Les fonctions d'un Parlement	CM	Non	FI	10	18h	AMU
2020-2021	M1 Carrières Publiques	Finances publiques	CM	Non	FI	50	20h	IEP Aix
2018-2024	M2 Droit public	Droit parlementaire	CM	Non	FI	15	5h	AMU

	Fondamental							
2018-2024	M2 Pratique des droits fondamentaux	Liberté, droit de propriété et respect de la vie privée dans l'économie numérique	Séminaire de recherches	Non	FI	15	12h	AMU
2021-2025	M2 Droit du numérique	Numérique et pouvoirs publics : l'exemple du Parlement	CM	Non	FI	30	10h	UAPV
2024-2025	M2 Droit public fondamental & Pratique des droits fondamentaux	Méthodologie de la recherche	Séminaire de méthodologie	Non	FI	30	5h	AMU
2024-2025	M2 Droit public fondamental & Pratique des droits fondamentaux	Le fonctionnement du Parlement en l'absence de majorité absolue	Conférence d'actualité	Non	FI	30	2h	AMU
2024-2025	M2 Études Parlementaires et droit des assemblées	Le contrôle (la responsabilité politique du Gouvernement)	CM	Non	FI	10	6h	AMU
2024-2025	M2 Droit EAD Droit public et carrières publiques	Droit constitutionnel	CM	Non	EAD FI/FC	20	6h	AMU
2024-2025	M2 Droit EAD Droit public et carrières publiques	Méthodologie des épreuves orales	CM Pratique	Non	EAD FI/FC	20	20h	AMU
2024-2025	M2 Droit EAD	Les enjeux contemporains de la démocratie représentative	Conférence d'actualité	Non	EAD FI/FC	20	3h	AMU

	Droit public et carrières publiques							
DIPLÔMES D'ÉTABLISSEMENT (DU, CU)								
2017-2025	Pré-Capa	Protection des droits et libertés fondamentaux	CM	Non	FI	80	30h	UAPV IEJ
2017-2025	Pré-Capa	Préparation au Grand Oral	Entraînement oral	Non	FI	25	15h	UAPV IEJ
2019-2025	CU Droit de l'animal	L'animal en droit administratif	CM	Non	FI	50	7h	AMU
2019-2020	CU Droit de L'animal	L'animal de compagnie	CM	Non	FI	50	2h	AMU
2019-2025	CU Droit de L'animal	L'animal dans les jeux, sports, spectacles et cirques	CM	Non	FI	50	2h	AMU
2024-2025	CU Vie institutionnelle et politique	Droit parlementaire Maîtriser l'information et la communication politique et institutionnelle	CM Pratique	Non	FI/FC	40	10h	AMU
2024-2025	CU Formation professionnelle à la culture institutionnelle, civique et démocratique	Remise à niveau en droit constitutionnel et théorie générale de la démocratie Le Parlement	CM Pratique	Non	FI/FC	40	12h	AMU
2024-2025	CU Droits de l'homme et systèmes de protection nationaux et internationaux	Droits politiques	CM	Non	FI	40	2h	AMU